

Association France-Amériques

Conférence du 9 février 2009

France-Amériques 1909-2009 : 100 ans de dialogue
Soirée inaugurale

En souvenir de Gabriel Hanotaux, prophète de la modernité

- Interventions :

- Patrick Faure, Président de France-Amériques ;
- André Kaspi, professeur émérite à la Sorbonne, « Intellectuels, scientifiques et managers : l'interaction entre les Etats-Unis et la France » ;
- Eduardo Manet, homme de Lettres, Président du Conseil permanent des écrivains, « Les affinités culturelles et littéraires entre la France et l'Amérique latine » ;
- Hubert Védrine, ancien Ministre des Affaires Etrangères, « France-Amériques, sens et perspectives au XXIème siècle ».

- Patrick Faure : Bienvenue à toutes et à tous, bienvenue à France-Amériques, bienvenue dans nos locaux rénovés dont nous sommes très fiers. Nous sommes heureux de vous y accueillir, et de lancer ce soir le centenaire de France-Amériques, puisque notre association date de 1909, et de pouvoir organiser toute une série de manifestations, tout au long de l'année, pour célébrer ce centenaire. Je voudrais remercier particulièrement plusieurs ambassadeurs d'Amérique latine, qui nous ont fait la joie de venir ce soir, nous les accueillons avec plaisir. Je voudrais également remercier les représentants des ambassades des États-Unis et du Canada, qui sont venus également, plus tous ceux d'entre vous qui ont fait le déplacement malgré l'annonce de la tempête.

Je voudrais revenir sur cette année 1909 qui a vu la création de France-Amériques. Je trouve que c'est d'ailleurs assez symbolique et sympathique que nous célébrions ce centième anniversaire l'année où rentre en fonction quelqu'un qui laissera incontestablement, quoi qu'il arrive, une date dans l'Histoire de l'Amérique, Barak Obama. Donc nous allons démarrer avec lui le deuxième centenaire de France-Amériques. France-Amériques a été créée en 1909 par Gabriel Hanotaux, ancien ministre des Affaires étrangères. Gabriel Hanotaux est un personnage assez exceptionnel, qui est un homme à beaucoup de facettes : écrivain, diplomate, homme politique, ministre, académicien, il a eu une carrière extrêmement variée. Il a eu en particulier cette intuition de créer France-Amériques en 1909, à un moment où il était un peu atterré de voir à quel point les Français s'étaient repliés sur eux-mêmes et réfléchissaient exclusivement aux conséquences de la défaite de 1870, accessoirement à un certain nombre de nos problèmes africains, mais étaient au fond relativement peu intéressés par le reste du monde. Il a voulu créer cette association pour développer les échanges entre les deux Amériques et la France. Je voudrais vous donner quelques citations que nous avons retrouvées dans les premiers numéros de la revue du comité France-Amériques, et qui témoignent de l'acuité, de la profondeur et de la pertinence de ses vues. D'abord sa définition de la puissance américaine est assez extraordinaire, elle a été écrite, je vous le rappelle, en 1909 : « La puissance américaine, il n'y a qu'à la constater. Tout homme d'État clairvoyant doit désormais avoir en vue la probabilité de l'action impériale américaine ». Il n'y avait probablement pas beaucoup de monde qui, à l'époque, avait cette prescience. Ensuite, il a travaillé et écrit sur les deux Amériques, en disant : « Le nom résume la pensée qui a présidé à la création : l'objectif politique et intellectuel est d'unir de plus en plus les deux pays pour faire connaître l'Amérique à la France, la France à l'Amérique. J'aurais dû tout de suite dire, pour ne laisser aucun doute, les deux Amériques, du Nord et du Sud ». Troisième citation que j'ai choisie pour vous : pourquoi a été créé ce comité France-Amériques ? Il disait au fond, « la France, absorbée par les problèmes consécutifs à sa défaite de 1870, a délaissé les contacts avec les républiques américaines qui représentent la jeunesse du monde. C'est donc en renouant avec les peuples jeunes, auxquels l'avenir appartient, notamment cette Amérique qui joue un rôle considérable dans les affaires du monde dès le début des années 1900, que la

puissance française pourrait retrouver son rang sur la scène mondiale ». Et enfin, je m'arrêterai là dans ses citations, « grâce à un système complet de relations économiques, financières, intellectuelles, artistiques, sociales, politiques, les liens personnels directs entre élites françaises et américaines doivent s'établir autour des valeurs de confiance, de cordialité et de réciprocité ». Il insistait encore sur le fait que l'essentiel, c'était la circulation accrue des biens et des personnes. Ce n'était pas simplement les idées, c'était la circulation, dès cette époque, dans une globalisation, des biens et des personnes. Il avait vu juste partout. C'est à ce personnage brillant, visionnaire et attachant, que je souhaite dédier ce soir l'ensemble de nos manifestations 2009 de France-Amériques, puisqu'elles vont marquer notre centenaire tout au long de cette année, et en ramenant sa mémoire au contact de l'opinion publique qui l'a parfois oublié.

J'ai également, je tiens à le dire ici, une pensée pour mes 31 prédécesseurs, 31 présidents de France-Amériques qui tout au long du siècle ont fait tourner l'association, l'ont développée, ont travaillé sur les relations franco-américaines et sur leur développement, leur approfondissement. Ces 31 présidents, depuis Gabriel Hanotaux, premier président, jusqu'à mon prédécesseur, qui est dans la salle, Jean-René Bernard, que je salue amicalement.

Qu'allons-nous faire pendant cette année 2009 ? Nous avons bâti un programme, assez important, autour, je ne dirais pas de deux thèmes, mais qu'on peut schématiser en deux sortes de réunions. Il y aura des réunions sérieuses, et il y aura, heureusement, des réunions un peu moins sérieuses. Parce que quand on fête un centenaire, surtout un centenaire en bonne santé, il ne faut pas uniquement être rigoureux. Donc les réunions sérieuses, qui d'ailleurs ne seront pas sinistres, vont s'orienter autour de trois thèmes. Nous avons essayé de trouver des thèmes qui ne soient pas trop connus, qui ne soient pas oppositionnels entre la France et les Amériques, mais qui soient des thèmes où l'on pouvait essayer d'apprendre quelque chose à se comparer, et peut-être même de donner en France, à la presse si cela l'intéresse, à l'université si elle veut s'y intéresser aussi, quelques éléments de réflexion.

Le premier thème, c'est le 16 mars, concernera la fameuse économie de la connaissance, l'éternel sujet : comment améliorer le fonctionnement de la filière qui relie la recherche au marché. *From research to market*, c'est la tarte à la crème de toutes les économies, parce que c'est comme ça qu'on fait du développement économique, et c'est comme ça malheureusement que beaucoup de pays n'y arrivent pas, parce que la recherche se perd dans les sables avant d'arriver au marché. Nous aurons donc une séance importante le 16 mars, en comparant les *research parks* américains, les pôles de compétitivité français, et les systèmes productifs locaux brésiliens. Nous avons fait un effort pour avoir à la fois une présentation théorique ou intellectuelle du sujet, mais aussi un aspect concret et opérationnel, avec le choix d'une industrie particulière qui sera là l'industrie aéronautique. On aura véritablement à chaque fois une explication du thème et le concret qui sera décrit par des opérationnels. La conclusion sera faite

par M. Raffarin qui a créé, je le rappelle, les pôles de compétitivité français lorsqu'il était Premier Ministre.

Le 25 mai, nous aurons un débat plus spécifiquement consacré à l'Amérique latine. L'Amérique latine est assez peu connue des Français, et des Européens en général. Nous voudrions essayer de montrer que, contrairement à ce que tout le monde pense, les relations économiques entre l'Amérique latine et l'Europe d'une part, les États-Unis d'autre part, ne sont pas disproportionnées en faveur des Américains, bien au contraire. Il se passe des choses dans ce continent, il se passe des choses dans son commerce extérieur avec les États-Unis et avec l'Europe, et nous voudrions là-dessus amener un certain nombre d'éclairages. Nous avons sélectionné là encore des experts, mais aussi des opérationnels, qui viendront expliquer leur expérience de l'Amérique latine et du commerce en Amérique latine.

Et enfin, nous concluons ces trois sujets de fond avec un débat sur la sécurité de l'Europe et les liens transatlantiques, un débat plus stratégique, que nous organiserons avec le Forum du Futur et l'amiral Bétermier, ici présent, de manière à traiter un sujet qui est aujourd'hui fondamental, on le voit bien avec ce qui s'est passé la semaine dernière avec la venue du vice-président américain. Il se passe beaucoup de choses, et nous aurons là-dessus, le 12 octobre, un certain nombre d'experts qui ont beaucoup à nous dire.

Nous aurons aussi plusieurs autres sujets plus festifs. Nous aurons, le 1er juillet, un bal des Amériques, avec toutes les musiques latino-américaines, qui devrait être sympathique surtout s'il fait beau. Nous aurons le fameux dîner habituel de *Thanksgiving* le 23 novembre, qui est toujours un des temps forts de l'année de France-Amériques, pour lequel nous envisageons d'ajouter une animation surprise. Nous devrions avoir un concert de l'Octuor de France à une date qui n'est pas encore déterminée. Et nous travaillons en ce moment sur deux dossiers. Le premier, c'est la création d'un prix Fulbright France-Amériques pour un chercheur, à remettre dans l'année 2009. Et le deuxième, c'est de donner éventuellement un prix à une oeuvre d'art, qui resterait à France-Amériques, élaborée par un jeune artiste, et qui tournerait autour de la relation franco-américaine. Voilà pour les principales manifestations du centenaire.

Il est évident que la maison France-Amériques ne tournera pas qu'autour du centenaire cette année. Nous avons chaque année une centaine de manifestations diverses, organisées tout au long de l'année : ces manifestations continueront. J'en profite pour dire ici à quel point cette maison doit aux présidents de section. C'est la dizaine de présidents de section ici présents, pour la plupart, qui font vivre France-Amériques, en organisant des conférences dans tous les domaines, avec des intervenants extrêmement intéressants. C'est eux qui vraiment là-dessus font la substance même de France-Amériques. Je voulais le dire et les en remercier très vivement. Je voudrais également remercier, puisque c'est le moment des remerciements, Actu Presse et Mme Renault-Sablonnière, qui nous ont aidés à monter ces manifestations, et qui vont nous suivre tout au long de l'année. Remercier enfin nos sponsors principaux, que vous

voyez là : GDF-Suez, Publicis Groupe et Fleur de Mets, qui nous accompagnent tout au long de cette année 2009.

Maintenant revenons à notre réunion de ce soir. La réunion de ce soir, c'est pour l'essentiel deux temps. La première, c'est une table ronde, un débat, je ne sais pas comment il faut le qualifier, en tout cas une conversation avec Monsieur Kaspi et Monsieur Manet, que j'essaierai d'animer, de modérer.

Monsieur Kaspi, vous le connaissez tous, il est professeur émérite à la Sorbonne. Après avoir enseigné l'Histoire des États-Unis à Paris-I, il a dirigé au CNRS le département scientifique des sciences de l'homme et de la société, et il préside le Comité pour l'Histoire du CNRS. Il a écrit de nombreux ouvrages sur les États-Unis, et est effectivement très présent actuellement sur les écrans de télévision.

Monsieur Manet est aujourd'hui citoyen français, mais il est né à Cuba. Il a écrit beaucoup de romans, dont un que je vous recommande à tous puisqu'il est sorti le 12 janvier, qui s'appelle « La maîtresse du commandant Castro ». Je vous le suggère, c'est un roman qui a beaucoup de succès déjà, et donc, vous ne pourriez que l'amplifier en vous intéressant à ce roman. Il a également fait une vingtaine de pièces de théâtre, dont plusieurs ont été jouées notamment à la Comédie-Française et au Théâtre de l'Odéon. Il a la particularité d'écrire en français. Ce soir, nous aurons l'occasion de parler avec lui de l'Amérique latine.

Enfin, Hubert Védrine conclura notre débat. Il nous parlera de ce que signifie la relation transatlantique, aujourd'hui, au début du XXI^e siècle. Je pense qu'il le fera avec son acuité habituelle, et son esprit non-conformiste auquel vous êtes tous habitués. Vous le savez, il a été secrétaire général de l'Élysée, ministre des Affaires étrangères pendant cinq ans, et président de l'Institut François Mitterrand. C'est un des spécialistes français incontestés en matière internationale.

Voilà le programme de notre soirée. Ce que je suggère maintenant, c'est à Monsieur Kaspi et à Monsieur Manet de me rejoindre sur ces sièges, et que nous entamions notre conversation. Je vous souhaite à tous une excellente soirée. Je souhaite à France-Amériques un très bon deuxième centenaire, et j'espère que vous viendrez nombreux à nos autres manifestations...

L'océan Atlantique n'est plus un obstacle entre l'Europe et les Amériques, il est, en fait, un corridor pour les personnes, pour les idées, pour les marchandises, pour tout. France-Amériques donc a essayé d'apporter sa collaboration et sa contribution au développement de tous ces échanges, depuis 100 ans maintenant. Alors, on pourrait vous parler, de La Fayette ou de Jefferson, mais je crois que dans l'ensemble, franchement vous les connaissez tous, on en a déjà beaucoup parlé. Nous avons essayé de sélectionner un certain nombre de sujets. Je voudrais le dire, pour être clair dès le début, on n'a pas du tout visé l'exhaustivité. Ce n'est pas possible. On ne peut pas en trois-quarts d'heure ou une heure de débat, viser l'exhaustivité sur toutes les relations entre la France et les États-Unis d'un côté, la France et l'Amérique latine de l'autre. On a donc choisi un certain nombre de thèmes. On les a choisis délibérément, et on

va essayer de les traiter aujourd'hui. Pour les États-Unis, plutôt que de reparler du passé, on a choisi une optique contemporaine pour démarrer. Et je voudrais demander à Monsieur Kaspi : qu'est-ce qui, aujourd'hui, favorise les échanges entre la France et les États-Unis ? Qu'est-ce qui nuit ? Quels sont les obstacles ? Qu'est-ce qui accélère ? Au fond, de nous faire un point. Qu'est-ce qui caractérise les échanges entre la France et les États-Unis ?

- André Kaspi : En 1620, les pèlerins du *Mayflower* ont quitté l'Angleterre en direction du Nouveau Monde. Ils sont partis le 16 septembre 1620, ils sont arrivés le 9 novembre. Il fallait donc une traversée de 64 jours pour franchir l'océan Atlantique. Et d'ailleurs, cette traversée ne s'est guère raccourcie au cours du XVIIème ou du XVIIIème siècle. Il n'était pas rare que sur les bateaux, et pas simplement sur les bateaux négriers, une partie des passagers n'arrivassent pas jusqu'au bout : il n'était pas rare qu'il y ait des passagers qui mouraient au cours de leur voyage. C'est comme si aujourd'hui, en prenant l'avion, dans un Boeing qui peut contenir jusqu'à 300 ou 400 personnes, il y avait une dizaine de morts à l'arrivée. Évidemment, les choses ont changé au XIXème siècle. Il y a eu la navigation à vapeur, et le dernier beau transatlantique français qui a traversé l'Atlantique, c'était le *France* dont on parle encore aujourd'hui, puisqu'on a pu tout récemment acheter des objets rares aux enchères. Le *France* mettait cinq jours pour aller du Havre jusqu'à New York. Évidemment, par avion, cela va beaucoup plus vite. Le *Concorde*, lui, ne vole plus. Mais si on se contente d'une ligne ordinaire, sept heures jusqu'à Boston, huit heures jusqu'à New York, ce que l'on peut dire, c'est que les distances ont été raccourcies. C'est un événement essentiel dans l'Histoire de l'humanité. Mais c'est aussi un événement essentiel pour bien comprendre les relations transatlantiques. Nous sommes aux portes des États-Unis, et les États-Unis sont aux portes de l'Europe.

Ce que je crois, il y a évidemment des domaines dans lesquels ces relations sont facilitées. Je pense, par exemple, à ceux qui bénéficient d'une mission aux États-Unis, qui ont l'occasion d'aller de l'autre côté de l'océan pour étudier tel ou tel aspect de la société américaine. Peut-être d'ailleurs aurons-nous l'occasion tout à l'heure d'évoquer les missions de productivité au lendemain de la seconde Guerre mondiale.

Il y a aussi les bourses, les bourses de recherche. C'est capital : cela permet aux étudiants français d'expérimenter la vie sur les campus américains. Cela est une expérience extrêmement enrichissante, parce qu'elle permet à ces étudiants français de voir comment leurs collègues américains travaillent, dans quelles conditions ils peuvent étudier, et jusqu'à quelles heures de la journée et de la nuit les bibliothèques universitaires sont ouvertes, ce qui n'est pas le cas des bibliothèques universitaires en France, hélas. Non pas que les bibliothécaires français ne veuillent pas, mais ils ne peuvent pas.

Il y a aussi un phénomène extrêmement important, c'est le tourisme. Alors évidemment les touristes américains viennent beaucoup en France, mais il y a

aussi beaucoup de touristes français qui vont aux États-Unis. Vous vous rappelez, bien sûr, qu'au lendemain de son élection, le président Sarkozy est allé passer ses vacances dans le nord-est des États-Unis, ce qui est apparu étonnant à bon nombre de journalistes, ou de français, plus généralement mal informés. À vrai dire, 900.000 Français vont chaque année passer leurs vacances aux États-Unis. Et il y a de quoi faire : que ce soit dans les grandes villes, que ce soit dans les parcs nationaux, je crois qu'il y a là une possibilité pour mieux connaître le pays, pour approfondir en somme la réflexion que l'on peut avoir sur ce pays. Voilà, quelques-uns des moyens qui permettent de mieux connaître les États-Unis.

Il faudrait aussi mentionner les obstacles. Les obstacles, c'est le manque d'occasion, c'est peut-être aussi toutes les catégories sociales qui ne sont pas directement concernées par les missions, par le tourisme, par les bourses de recherche. Mais il me semble malgré tout, aujourd'hui, que la connaissance que les Français ont des États-Unis est peut-être supérieure à la connaissance que les Américains possèdent de la France. La méconnaissance des Américains à l'égard de la géographie européenne est quand même significative. C'est un peu moins fort du côté des Français lorsqu'il s'agit des États-Unis, je ne veux pas dire que les Français connaissent la géographie américaine sur le bout des doigts : certainement pas. Ils ont cependant une idée un peu moins imprécise. Je crois que si on continue à poursuivre ces échanges dans le sens que j'indiquais, si on insiste d'un côté et de l'autre pour obtenir une meilleure connaissance de celui que l'on ne connaît pas encore, eh bien cela renforcera sans aucun doute les liens entre les États-Unis et la France.

- Patrick Faure : Merci beaucoup, Professeur. Tout à l'heure, dans mon introduction, je disais que j'ai toujours été frappé de l'assez vaste méconnaissance du continent latino-américain par l'Europe et la France. Il n'y a pas une connaissance aussi profonde que pour d'autres parties du monde. Je voulais demander à Monsieur Manet, parce que c'est une période qui a été extrêmement structurante et importante, de nous parler de l'influence de la Révolution française, des idées de 1789, des idées des philosophes des Lumières, sur ce qui s'est passé au moment des guerres d'indépendance nationale en Amérique latine, en particulier de Bolivar et d'un certain nombre d'autres... Est-ce que cette influence a été réelle, ou est-ce que, comme parfois c'est l'habitude en France, on en surévalue un peu l'importance à l'intérieur de l'hexagone ?

- Eduardo Manet : Je suis ému d'être là et de représenter le peuple cubain, l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale. C'est un continent et des pays que j'adore. Il a y eu deux grandes influences pour l'indépendance de l'Amérique latine. La première vient des États-Unis. L'indépendance des États-Unis, la Constitution américaine a été très très importante. Mais aussi le fait qu'il y a eu la célèbre Révolution française, qui a été capitale. Et ce qui était très intéressant

c'est que le grand Simon Bolivar, quand il était jeune... C'était un très bel homme, un jeune homme de grande beauté physique, de grande famille, qui parlait très bien le français et qui dansait très bien, très important paraît-il à cette époque, et il était la coqueluche de toutes les dames de Saint-Germain-des-Prés. Donc, Bolivar parlait parfaitement le français, et c'est de la France qu'il est passé avec son maître plus tard vers Rome, pour faire le serment qu'il allait libérer l'Amérique latine, toujours en pensant à la libération de l'Amérique du Nord et de la France, la France particulièrement. Mais plus proche de moi, celui qu'on appelle *El Padre de la Patria*, le Père de notre Patrie, c'est Carlos Manuel de Céspedes, d'une grande famille, c'est lui qui a déclenché la première guerre d'indépendance, la guerre qui a duré 10 ans. Lui aussi est venu à Paris, en France, et connaissait parfaitement le français. Et encore José Martí, le poète, le grand poète, le grand Père aussi de la Patrie, venait aussi à Paris et fréquentait le français comme une langue qui lui était propre. C'est très important. Pourquoi ? Parce que premièrement, l'exemple américain de démocratie, de la Constitution américaine de l'époque, l'exemple de la France, de la grande tradition culturelle française, étaient restés dans la tête de ces jeunes qui allaient libérer le pays plus tard. Choisir la France, choisir le français, c'était une manière de lutter contre la métropole espagnole. C'était l'époque de la grande épopée de l'indépendance américaine.

Mais après, en ce qui me concerne, pour les écrivains, pour les écrivains latino-américains, sachez-le. Je dis la vérité, je jure que c'est la vérité profonde. Pour un écrivain latino-américain, et je parle de tous les grands noms, être traduit en français, être publié en France, c'était l'indication qu'enfin ils étaient reconnus comme de véritables écrivains. Vous connaissez tous Jorge Luis Borges ? Il y avait une magnifique revue à Buenos Aires qui s'appelait « Sur ». Les propriétaires, c'étaient deux dames exquises et millionnaires, mais la première chose qu'elles faisaient, c'était de traduire Proust, de traduire le français. J'évoque le grand poète, le grand romancier cubain Lezama Lima, pour lui Proust était le plus grand. Être publié et traduit en français, c'est vraiment un moment, même pour Gabriel Garcia Marquez. Et ça continue, ça continue. Je parle actuellement, modestement, tous les vendredis avec Buenos Aires. Il y a une radio culturelle qui s'appelle « Argentine Culture », et tous les vendredis, j'ai la mission pendant 4 ou 5 minutes de parler de ce qui m'intéresse. A cette heure-ci : si c'était vendredi aujourd'hui, je dirais, excusez-moi, je dois parler avec Buenos Aires. Et je parlerais avec Buenos Aires d'une manière très détendue. C'est très important. Pour les jeunes argentins, être publié, être reconnu en France, c'est très important, et pour tous les latino-américains, pour moi le premier. J'ai la chance d'être ici depuis fort longtemps, et d'avoir voulu écrire en français. C'est ma véritable langue de choix, d'amour. La langue espagnole, je la conserve toujours, je la respecte. Mais ma langue d'amour, comme disait l'un de mes personnages, « faire l'amour en parlant le français, c'est la chose la plus exquise du monde ».

- Patrick Faure : Bien... Il est difficile de quitter cet Eldorado de plaisir. On va essayer de revenir à des choses plus concrètes. Vous avez évoqué tout à l'heure, justement, à un moment, les missions de productivité à l'époque du plan Marshall, qui ont abouti quand même à un certain nombre de progrès à l'intérieur de l'économie française. Elles ne sont pas obligatoirement extrêmement connues en France, mais je pense que ce serait intéressant que vous nous décriviez ce qui s'est passé sur ces missions, comment elles ont été organisées, dans quel contexte elles étaient menées. Parce qu'elles étaient organisées dans un système où il y avait en France une structure politique du pays qui n'était pas celle d'aujourd'hui. Et donc ce n'était pas sans influence sur la manière dont elles auraient pu être reçues. Je serais intéressé que vous expliquiez, à nos amis ici présents, quels étaient leurs buts, quels ont été les résultats, et dans quel contexte elles se sont déroulées.

- André Kaspi : Il faut commencer par rappeler ce qu'a été le plan Marshall. Nous connaissons tous l'expression, mais peut-être faudrait-il préciser les motivations des uns et des autres. Pourquoi les Américains ont-ils proposé le plan Marshall ? Il est deux réponses à cela. La première réponse tout d'abord, c'est de dire que le gouvernement, présidé par Harry Truman, avec comme secrétaire d'État le général George Marshall, cherchait avant tout à relever l'économie européenne, et pas seulement française, pour lui permettre de reprendre sa place dans l'économie mondiale. Il y a un côté désintéressé dans le plan Marshall, qui est incontestable, et je crois que personne ne voudrait le contester. Il ne faut pas oublier non plus que le plan Marshall sert les intérêts des États-Unis. C'est-à-dire que dans cette économie qui a été pendant quatre ans tournée vers l'effort de guerre, la conversion vers une économie de paix se fait difficilement. Il y a des productions excédentaires, il faut trouver en somme des débouchés, et ce que l'Amérique a compris en 1947, c'est qu'elle elle ne peut pas être riche toute seule, qu'au fond, pour que l'Amérique continue dans le sens de la prospérité, il faut que l'Europe retrouve aussi sa prospérité. On ne commerce qu'avec des pays qui ont de quoi payer, bien sûr, mais qui ont des raisons d'acheter, c'est-à-dire des pays qui se trouvent sur la même longueur d'onde que les États-Unis eux-mêmes au lendemain de la seconde Guerre mondiale.

Il y a aussi une autre motivation, bien sûr, qui est une motivation politique. C'est-à-dire que le plan Marshall, dans un premier temps, ne s'adresse pas qu'à la France, qu'à l'Italie, qu'à la Grande-Bretagne : le plan Marshall s'adresse à toute l'Europe, y compris à l'Union soviétique. Et c'est parce que le ministre soviétique des Affaires étrangères, qui était Molotov, refuse le plan Marshall, que non seulement l'Union soviétique n'y participe pas, mais que les démocraties dites populaires n'y participent pas davantage. C'est-à-dire qu'il y a une coupure qui s'opère à la suite du plan Marshall. C'est donc un début, si vous voulez, de la Guerre froide. Mais c'est une Guerre froide qui ne dit pas encore son nom, parce

qu'on n'en est encore qu'aux prémices : ce n'est pas véritablement le sommet de la Guerre froide, il y aura pire après cela.

Si je dis tout cela, c'est pour vous montrer que les États-Unis représentent à ce moment-là une certaine idée de l'économie mondiale. C'est-à-dire qu'ils représentent une certaine idée de la société démocratique, qui vise par le capitalisme à atteindre la prospérité, à retrouver la prospérité. Et c'est pour cela qu'après avoir adopté le plan Marshall, des pays comme la France ont été sollicités par l'administration américaine pour stimuler leur productivité, pas seulement leur production, mais leur productivité. Donc l'administration américaine a encouragé les industriels, mais aussi les représentants des services, comme par exemple les experts-comptables, à envoyer des missions aux États-Unis de façon à ce qu'elles voient, ces missions, comment fonctionnait la société américaine. Alors il y a eu débat dans les entreprises, parce que vous rappelez à juste titre que la France de 1948-1949, les missions de productivité se situent entre 1949 et 1953, dans ces entreprises françaises, il y avait un taux de syndicalisation extrêmement élevé, et notamment la CGT était présente et bien présente, le parti communiste l'était aussi. Souvent, d'ailleurs, c'étaient les mêmes. Cela voulait donc dire que, et la CGT et le parti communiste étaient hostiles à ces missions de productivité, et faisaient ce qu'ils pouvaient pour empêcher qu'elles soient constituées et qu'elles partent pour les États-Unis. Il n'empêche que plus de 4.000 de ces missions ont traversé l'Atlantique. Et là, beaucoup de ceux qui constituaient ces missions ont découvert des facettes de l'Amérique qu'ils ignoraient, parce que c'était encore une époque où l'on connaissait mal la société américaine. Alors il y a évidemment des observations que l'on rapporte volontiers, par exemple celle d'un contremaître qui s'étonne de voir tant de voitures sur le parking d'une entreprise, en se disant : mais comment font-ils, ces Américains, pour avoir autant de véhicules personnels ? À une époque bien sûr où en France, avoir une voiture personnelle, c'était déjà presque un signe de richesse. On voyait à peine sortir des 2CV, des 4CV qui représentaient en somme la voiture de la classe moyenne. Tout cela a permis, dans un certain sens, aux Français de comprendre comment on pouvait retrouver le chemin de la productivité. Cela ne veut pas dire que tout a été appris là. Cela ne veut pas dire que les Français n'ont pas été critiques sur certaines formes d'organisation, de gestion à l'américaine. Mais malgré tout, cela a rapproché les responsables de l'économie des deux côtés de l'Atlantique, quand ils voulaient bien se rapprocher, et cela a contribué sans aucun doute à une amélioration des relations franco-américaines. Donc, ces missions de productivité sont extrêmement importantes. C'est très dommage qu'on en ait oublié le souvenir et qu'elles soient passées un peu inaperçues dans l'histoire de l'économie française, alors qu'elles occupent de toute évidence une place de premier rang.

- Patrick Faure : Pour poursuivre un peu... Il y a eu ces missions de productivité ; il y a eu aussi énormément de scientifiques français qui ont traversé l'Atlantique

et sont partis vers les États-Unis à cette époque. Je crois que pas mal sont revenus d'ailleurs. Qu'est-ce qu'ils ont ramené de leur séjour ? Au fond, quels sont les domaines privilégiés qui ont été explorés pendant ces visites de scientifiques français aux États-Unis, et pourquoi y a-t-il eu une telle profusion à cette époque ?

- André Kaspi : En fait, les missions de ces scientifiques français remontent à la seconde Guerre mondiale. Un certain nombre d'entre eux ont trouvé refuge aux États-Unis. Et c'est ensuite qu'ils sont rentrés en France, ou repartis vers l'Amérique. Il y a là quelque chose qui précède l'après-guerre, et qui marque sans aucun doute une présence française très forte. Au fond, c'est à New York qu'a été créée une autre école des sciences sociales, c'est à New York que se sont réfugiés un certain nombre d'écrivains, de scientifiques, sans parler bien sûr de Lévi-Strauss, mais c'est aussi aux États-Unis que se sont réfugiés des musiciens comme Darius Milhaud, qui était professeur dans un collège de la côte pacifique. Il y avait à ce moment-là une émigration française vers les États-Unis, qui s'est arrêtée bien sûr avec la fin de la guerre. Par la suite, ces liens se sont poursuivis. Je voudrais vous donner l'exemple d'un homme qui s'appelle Louis Rapkine. Je ne pense pas que ce soit un nom qui vous dise grand-chose, mais c'était un scientifique, un biologiste qui avait connu les États-Unis pendant la guerre, qui est revenu en France, et qui a ramené avec lui une discipline que les Français n'avaient pas encore mise en place, c'est la biologie moléculaire. Louis Rapkine a été en somme ce lien entre les États-Unis et la France, et beaucoup de biologistes... Louis Rapkine en est un, mais il y a aussi d'autres dans ce cas-là, comme Piotr Slonimski... Tout cela ce sont des noms qui aujourd'hui n'occupent pas le devant de la scène, mais ils ont compris en somme qu'il y avait aux États-Unis quelque chose qui n'existait pas en France. D'ailleurs, la fondation Rockefeller a elle-même financé un certain nombre de colloques scientifiques. Par exemple, elle a donné 100.000 \$, à l'époque ça valait un peu plus qu'aujourd'hui d'ailleurs, elle a donné 100.000 \$ au CNRS, le CNRS date de 1939, pour tenir des dizaines de colloques scientifiques, c'est-à-dire des lieux de rencontres entre des savants français, des savants américains, et souvent aussi des savants qui n'étaient ni français ni américains. Ce qui veut dire que vous avez là une influence américaine sur les élites scientifiques de la France qui est une influence décisive, et à laquelle, je crois, il faut prêter la plus grande attention.

- Patrick Faure : Vous vouliez dire un mot, Monsieur Manet ?

- Eduardo Manet : Je voudrais rappeler l'histoire d'amour qui existait entre les écrivains américains et Paris, et la France, c'est-à-dire Hemingway, Henry Miller, Scott Fitzgerald... À ce moment là, Paris, c'était La Mecque du savoir, et du plaisir aussi pour Henry Miller, qui était quelqu'un d'assez particulier. Mais je crois en ce

moment même, il y a une sorte d'histoire d'amour qui se refait. Par exemple, il y a eu, soyons heureux, les actrices avec des Oscars. Il y a eu Simone Signoret, immense, Juliette Binoche pour un second rôle, « La Môme » l'année dernière, mais cette année, il y a beaucoup de possibilités, pour un documentaire, un dessin animé, mais il y a aussi beaucoup de films français qui ont été élus. Du point de vue de la musique, aussi, il y a une grande influence. Je crois qu'à travers la science, la culture et le showbiz, appelons les choses par leur nom... Il y a Amalric, formidable méchant dans le dernier film de James Bond, je vois tous les films d'adolescents pour être au courant de ce qui se passe dans le monde.

- Patrick Faure : Puisqu'on est reparti plutôt sur le domaine intellectuel, les écrivains latino-américains, on est en plein dans votre sujet, ont eu beaucoup de succès ces dernières années, en Europe, et en particulier en France. Il y a eu presque une mode de la littérature latino-américaine, avec beaucoup de grands écrivains qui ont été lus, en France ou en Europe. Est-ce qu'aujourd'hui vous avez l'impression que c'est toujours aussi vrai, est-ce qu'ils sont toujours aussi lus, est-ce que vous sentez encore cette passion continuée ? Et qu'en est-il des écrivains français en Amérique latine, si on quitte un peu le passé pour revenir à aujourd'hui, au début du XXI^e siècle ?

- M. Manet : Hélas, il faudra que je sorte un mouchoir en papier, parce que je vais finir par pleurer. La situation n'est pas la même. C'est-à-dire qu'on a eu un boom, qui a été préparé par une dame catalane, qui a eu l'intelligence de voir de jeunes écrivains qui s'appelaient Garcia Marquez, Fuentes, Vargas Llosa... Et elle les a lancés. Et la France les a repris, et a fait des best-sellers avec toutes ces personnes-là. Aujourd'hui, pour vous répondre, actuellement, les écrivains latino-américains continuent à rêver d'être publiés en France. J'ai l'honneur de faire partie du prix Juan Rulfo, que donne Radio France Internationale, et j'ai eu la joie de lutter pour donner le prix à une jeune argentine, de Buenos Aires, avec un très beau roman. Le rêve continue. Mais la situation actuelle, la situation économique partout dans le monde... L'influence du côté de la culture est très grande. Il y a aussi un autre système, c'est que les maisons d'édition sont achetées pour la plupart par l'Espagne, qui collabore à une autre vision. Avant, il y avait par exemple, vous connaissez peut-être, il y avait une grande maison d'édition qui s'appelait « Austral », en Argentine, qui publiait tous les écrivains du monde. C'est pas d'avoir un Chilien, un Péruvien, non : elle les publiait tous dans un très beau livre qui était déjà de petits livres de poche. Actuellement, les Chiliens sont publiés au Chili, les Argentins en Argentine, et s'ils ont un succès soit aux Etats-Unis, soit en Europe, alors... Mais premièrement, il y a très peu de lecteurs. Carlos Fuentes m'a surpris en me disant qu'un best-seller au Mexique, c'est 5.000 exemplaires. On était ensemble à Andorre pour l'université d'été, et Carlos vient et me dit : « Ecoute, comment fait-on pour écrire un best-seller universel ? Ma femme et moi nous venons de passer par Acapulco, c'était plein, et tout le monde

lisait le même livre de Ken Follett ! » Je lui dit : « Mais tu ne peux pas te plaindre, tu as eu des succès, tu as même eu un film qui a été tourné à Hollywood, et chez toi... » Et il me dit : « Chez moi, un best-seller c'est 5.000. » Soyons sincères, Mesdames et Messieurs, il y a un côté de mode. La mode de l'Amérique latine est passée, pour le moment. Maintenant, c'est plutôt les pays de l'Est. C'est pas mal, c'est très bien. Même pour les Russes : mon ami Makine, qui en plus écrit en français, est un très grand écrivain.

- Patrick Faure : Et est-ce qu'en Amérique latine, on lit autant qu'avant les livres français, aujourd'hui ?

- Eduardo Manet : Les Français écrivent encore des livres ? (*Rires dans la salle*) Je rigole. Non, franchement. Je vais publier bientôt, je ne fais pas la publicité, mais j'étais étudiant ici dans les années 50, étudiant de théâtre, et j'ai vécu cette merveilleuse décennie de Paris où il y avait la nouvelle vague, le nouveau roman, le théâtre qu'on appelait idiotement « de l'absurde », et j'étais étudiant. Mon prof, c'était Roger Blin, je faisais des études de théâtre, et à ce moment-là, il faisait les répétitions de « En attendant Godot » ! J'étais moi-même jeune journaliste pour me payer mes études, et j'ai envoyé un petit mot à Jean Marais, à Jeanne Moreau, et tous me recevaient avec une gentillesse... ! Il y avait cette France, que nous avons tous adorée, et qui a changé beaucoup. Maintenant un journaliste qui veut interviewer une petite actrice française, il faut qu'il pense comme si c'était Brad Pitt et sa femme. Ça, ce sont des changements dans notre société actuelle. Mais en cette décennie prodigieuse, il y avait en plus Sartre, le Castor (*surnom de Simone de Beauvoir utilisé par Sartre dans leur correspondance, d'après l'anglais beaver, castor*), et c'étaient les débuts de Nathalie Sarraute... Maintenant, il y a de très bons écrivains, de très bons camarades, de très bons collègues en France, et surtout des femmes : mes meilleures amies sont des écrivains femmes. Donc je me permets de dire : oui, il y a des écrivains, qui devraient être lus, mais malheureusement pour la traduction en Amérique latine et la lecture en l'Amérique latine, je vous assure que même Amélie Nothomb, la plupart des lecteurs de l'Amérique latine ne la connaissent pas.

- Patrick Faure : Vous voulez ajouter quelque chose ?

- André Kaspi : Je voulais simplement ajouter, en ce qui concerne les relations franco-américaines sur le plan de la littérature et sur le plan du cinéma... En ce qui concerne le cinéma, qui est à la fois un art et une industrie, les résistances en France ont été aussi fortes que les attractions. Je vais vous donner un exemple. En mai 1946, Léon Blum a signé un accord sur le cinéma avec le secrétaire d'État

américain James Byrnes, ce qu'on appelle les accords Blum-Byrnes. Ces accords Blum-Byrnes permettaient au cinéma américain d'être bien présent sur les écrans français. D'ailleurs beaucoup de spectateurs français réclamaient des films américains, qu'ils n'avaient pas pu voir pendant la guerre, y compris par exemple « Autant en emporte le vent », « Le Dictateur », qui n'étaient pas sortis sur les écrans français. Eh bien, cela a provoqué de très fortes réactions de la part des acteurs, metteurs en scène, du monde du cinéma en France. Il y a eu des manifestations contre ces accords, parce que l'on pensait que ce seraient des accords particulièrement négatifs pour le cinéma français. Et en même temps, comme je vous le disais, il y avait malgré toute une grande sympathie pour voir ces films. On retrouve, je crois, à peu près la même chose en ce qui concerne la littérature. Au fond, il y a beaucoup d'écrivains américains qui sont traduits en français. Y a-t-il beaucoup d'écrivains français qui soient traduits en anglais ? C'est moins sûr. Alors évidemment, peut-être, dira-t-on que les écrivains américains sont meilleurs que les écrivains français. Chacun jugera, c'est une affaire de goût. Il y a malgré tout du côté des États-Unis, que ce soit pour le cinéma ou pour la littérature, je vais employer un gros mot, il y a une sorte de protectionnisme. Et ce protectionnisme existe infiniment moins du côté français que du côté américain. Évidemment, cela n'enlève rien à la qualité des films américains, du moins de certains d'entre eux, cela n'enlève rien à la qualité de la littérature américaine, mais cela montre malgré tout l'inégalité des rapports entre les deux pays dans ces domaines-là.

- Patrick Faure : Oui, il y a un domaine où ce n'est pas tout à fait vrai. Si on regarde tout ce qui est sciences humaines, sciences sociales, on a quand même l'impression que dans les universités américaines, encore aujourd'hui, les grands noms français de ces sciences sociales et humaines sont très connus, traduits, étudiés. Ils sont même parfois l'objet d'une espèce de culte, ils ont tous passé du temps aux États-Unis, pour beaucoup d'entre eux en tout cas, et du temps assez long... Au fond, est-ce qu'ils y ont vraiment influencé, est-ce qu'ils y ont joué un rôle, est-ce qu'ils ont renvoyé ensuite en France des idées nouvelles, qu'est-ce qui s'est passé ? C'est quand même un domaine où l'on a l'impression que là, on avait effectivement conquis une place de choix.

- André Kaspi : Vous avez tout à fait raison. C'est-à-dire que là, il s'agit d'un milieu relativement réduit, c'est le milieu universitaire. Dans le milieu universitaire américain, les contacts avec la France sont extrêmement nombreux, très étroits. Et beaucoup d'universitaires français, des grands, des petits et des moyens, ont été invités dans les universités américaines. Vous faites allusion à l'influence de François Furet, qui enseignait à Chicago, à l'influence de Baudrillard, à l'influence de Foucault, c'est-à-dire tous ces gens qui ont passé un certain temps aux États-Unis, et qui ont certainement laissé une trace très profonde dans les milieux universitaires. Mais en dehors de ces milieux

universitaires, quelle influence exercent-ils ? En même temps, ce qu'on peut dire, c'est qu'ils ont ramené en France un certain nombre d'idées américaines sur la sociologie, sur la psychologie, sur la psychiatrie dans certains cas... C'est-à-dire qu'ils ont contribué à faire ce lien intellectuel entre les deux pays. Mais par définition le lien intellectuel est toujours réduit à une minorité. Il faut le dire, mais il ne faut pas non plus lui donner une importance excessive, si l'on tient compte justement de l'ensemble des relations franco-américaines.

- Patrick Faure : Justement, c'est un peu là-dessus que je voudrais vous poser une dernière question. On a quand même l'impression, si on veut faire un peu de provocation, que la France, moins peuplée, moins riche, objectivement moins dynamique que les Etats-Unis, a quelques domaines, plutôt d'ailleurs intellectuels, où elle a réussi à s'imposer. Mais elle est au fond dans une position qui n'est pas une position égalitaire avec les États-Unis aujourd'hui. J'aimerais bien vous entendre sur ce sujet.

- André Kaspi : La France de 2009, ce n'est pas la France de 1776. Parce qu'en 1776, nous étions en mesure de montrer aux États-Unis que nous pouvions les aider, même si c'était d'ailleurs contraire à l'intérêt de la monarchie française, et nous avons largement contribué au succès de la révolution américaine. Depuis lors, il s'est passé beaucoup de choses. Et aujourd'hui, d'un côté avec un pays de 300 millions d'habitants, de l'autre côté un pays de 63 ou 64 millions d'habitants, ce n'est pas tout à fait égalitaire. Si on regarde le PIB de l'un et le PIB de l'autre, là aussi on trouve quelques différences, c'est le moins qu'on puisse dire. Donc, il est tout à fait normal que la France n'occupe pas la position qu'elle occupait. Il n'empêche qu'elle reste malgré tout la cinquième ou sixième puissance économique du monde, et qu'elle a des outils, des moyens, une force qui lui permettent d'agir, notamment dans le domaine intellectuel. Je crois que ce qui serait dangereux, c'est de penser que la France ne peut agir que dans ce domaine. Or, au contraire, elle a les capacités pour agir aussi dans le domaine industriel, dans le domaine technologique, dans le domaine scientifique. Bien sûr, elle n'a pas la variété de la société américaine, bien sûr il n'y a pas le drainage de cerveaux vers la France qui s'exerce d'une manière aussi intensive que vers les États-Unis. Bien sûr, il y a des scientifiques français qui préfèrent travailler aux Etats-Unis, parce que les conditions de travail sont nettement meilleures, cela va de soi. Il y a des jeunes scientifiques qui partent en stage aux Etats-Unis, et qui oublient de revenir. Ils ont d'ailleurs parfois raison d'oublier, parce que ce qu'on leur proposerait en France n'a aucune commune mesure avec ce qu'on leur propose aux États-Unis. Tout cela fait qu'il y a une perte de substance, si je peux employer cette expression, de la France vers les Etats-Unis. Mais cela prouve bien que la France a des moyens qui lui permettraient, non pas de faire jeu égal avec les États-Unis, il ne faut quand même pas trop rêver, mais en tout cas de tenir une place encore plus importante dans les relations universitaires, intellectuelles,

mais aussi économiques. Qui feraient qu'elle serait sinon aussi importante que les Etats-Unis, du moins qu'elle jouerait pratiquement dans la même cour, et ce serait déjà pas mal.

- Patrick Faure : Quelles sont les conditions pour effectivement progresser ? Est-ce que c'est plus d'Europe, plus de France ?

- André Kaspi : Plus de France-Amériques.

(Applaudissements de la salle.)

- Patrick Faure : Bravo ! Monsieur Manet, une dernière question. Je vais peut-être vous demander de sortir de votre rôle d'intellectuel, et de garder votre casquette latino-américaine. On sent bien qu'aujourd'hui l'Amérique latine a toujours été attirée par les États-Unis, attirée et repoussée, il y a un double lien dans la pulsion et l'attraction. On sent qu'aujourd'hui des pays continents, type la Chine ou la Russie, s'intéressent à nouveau à l'Amérique latine, beaucoup plus qu'il y a un certain nombre d'années. À l'intérieur de cette nouvelle géopolitique, quel est le rôle de la France, et peut-être un peu plus largement de l'Europe en Amérique latine, dans les 20 ou 30 ans à venir ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour améliorer notre influence et notre présence sur ce continent ?

- Eduardo Manet : Premièrement, défendre les droits de l'homme. C'est la première réponse. J'ai choisi la France, si j'écris en français, c'est que, comme je l'ai dit tout à l'heure, en 1951, je suis arrivé à Paris pour faire des études de théâtre. En 1952, le général Batista fait un coup d'état. Moi, je pensais que le général Batista allait rester dictateur pendant 40 ans, et j'ai voulu, vraiment, renoncer à mon pays et à ma langue. C'est pour cela que j'ai choisi le français pour écrire. Le temps a passé, il y a eu la révolution. Il y a eu un jeune révolutionnaire, qui était romantique au début, paraît-il, Fidel, et après il est devenu Castro le dictateur, et ça fait 50 ans qu'il est là. Pour vous répondre, très modestement et très sincèrement, l'Amérique latine actuellement a des présidents élus par le peuple. Mais déjà on sent la tentation de certains présidents de se déclarer présidents à vie d'une manière ou d'une autre. Ça, c'est très dangereux. Maintenant, il y a l'Amérique du Nord qui vient de donner un exemple extraordinaire. À un moment donné, je me fâchais beaucoup avec des amis français qui étaient viscéralement anti-américains. Ne confondez pas un président, disons Bush, avec le peuple américain. C'est tout à fait différent. Et le peuple américain vient de donner un exemple admirable de démocratie. Donc c'est un exemple pour l'Amérique latine. Je crois que la plus mauvaise nouvelle actuellement pour Fidel Castro, c'est qu'Obama a été élu président. Le travail de la France, c'est le travail qu'elle a toujours fait, d'un côté. Je rends hommage aux

alliances françaises, qui dans le monde entier, et en Amérique latine, ont été d'une grande importance culturelle, et c'est là où j'ai été tout proche de la France. C'est là qu'actuellement les jeunes Cubains qui rêvent de venir en France, d'une manière ou d'une autre, essaient d'apprendre le français, à travers l'alliance française. Mais c'est surtout... Moi je suis contre l'embargo américain vis-à-vis de Cuba, je suis contre l'embargo de toute manière, parce que le dictateur reste et c'est le peuple qui souffre. Mais c'est très important de montrer que la France respecte les droits de l'homme, et que partout on peut aider, même Cuba : on peut l'aider économiquement, on peut commercer avec les pays de l'Amérique latine. Mais c'est cette idée de la défense de droits de l'homme qui est en France essentielle... Et essentielle aussi pour vous, Français : un Français auquel on empêche de dire du mal du président de la République, ça, c'est impossible. Tandis que ce pauvre Cubain qui essaie de dire avec des blagues du mal de Castro, il finit en prison la plupart du temps. Donc c'est surtout cela, dans cette relation, de rappeler toujours que la France continue d'être le pays d'accueil et le pays des droits de l'homme : c'est pour moi l'essentiel.

(Applaudissements de la salle.)

- Patrick Faure : Merci beaucoup. Je reprends ce que vous avez dit sur l'importance des alliances françaises, et l'importance que cela a eu pour le développement de la culture française. On oublie à quel point beaucoup de jeunes d'élite, dans l'ensemble du monde, pas seulement l'Amérique latine, ont étudié le français dans les alliances françaises ou les lycées français. Quand même, pour terminer, je ne peux pas ne pas vous poser une question d'actualité, qui n'a pas grand-chose à voir avec notre débat, mais quand même... Quand on écoute les Européens, en particulier les Français, il y a un angélisme béat : pour eux M. Obama est le président européen des États-Unis. Qu'est-ce que vous en pensez ?

- André Kaspi : Ils ont en partie raison, parce que l'élection de Barack Obama est un événement important, très important même dans l'Histoire des États-Unis, mais peut-être un peu différent de celui que beaucoup de Français ont imaginé. C'est-à-dire qu'ils ont cru, ils croient toujours d'ailleurs, que Barack Obama marche sur les eaux, qu'il détient une baguette magique, et qu'avec lui tout sera réglé en l'espace de dix minutes. Je crois que c'est enfoncer une porte ouverte que de dire qu'un président des États-Unis défend par définition les intérêts américains. Il vaut mieux d'ailleurs, parce que sinon il ne serait pas élu et certainement pas réélu. Qu'un président français défend les intérêts français, cela me paraît évident. Je crois qu'il y a chez les Français une sorte d'angélisme, en effet, qui sera certainement un peu tempéré par les événements. J'ai toujours imaginé le premier voyage de Barack Obama en Europe, et particulièrement en France. Cela va bientôt venir. Il va être accueilli triomphalement. Je suis certain

que s'il passe par Paris, la place de la Concorde sera complètement bouchée. Alors on n'arrêtera peut-être pas sa voiture comme on a arrêté la voiture de Jackie Kennedy, parce qu'il est bien protégé, il n'y a aucun de problème là-dessus. Il sera applaudi, nous aurons droit à un second épisode d'Obamania. Mais je me demande ce que sera le deuxième voyage d'Obama en France... Et là je ne suis pas sûr qu'il y ait autant de monde place de la Concorde. J'attends. J'attends, mais sans aucune satisfaction, ni le premier, ni le deuxième. Vous savez, moi j'ai l'avantage de ne pas être Américain, je suis Français, je suis observateur, je regarde. Nous sommes tous des observateurs, nous regarderons. Nous irons sans doute place de la Concorde la première fois. Où irons-nous la deuxième, je ne sais pas.

- Patrick Faure : Merci beaucoup, Messieurs, pour ce débat. Et je vous félicite d'avoir effectivement donné une image très intéressante des relations entre la France et les Etats-Unis, et la France et l'Amérique latine. Il appartient maintenant à Monsieur Védrine de conclure, notre débat. Je pense qu'il va nous dire s'il faut aller place de la Concorde d'abord la première fois, et nous dire si nous avons effectivement quelque chance d'y revenir la deuxième. Monsieur le Ministre, en vous remerciant encore d'être un ami ancien et fidèle de France-Amériques, je vous cède la parole pour ces conclusions de notre soirée inaugurale du centenaire de France-Amériques.

- Hubert Védrine : Je vais conclure sans conclure, n'ayant pas assisté à tout ce qui s'est dit, ce serait prétentieux. Je vais simplement ajouter quelques réflexions, quelques remarques sur le sujet. Vous m'aviez demandé d'essayer qu'on se projette ensemble vers l'avenir, sur comment les choses peuvent-elles évoluer dans cette relation France et Amériques, en distinguant la question des États-Unis et la question de l'Amérique latine. En réalité, je suis extrêmement interrogatif, je n'ai pas une vision catégorique ou péremptoire du sujet. Sauf que je pense que les circonstances historiques très particulières qui ont été rappelées, les circonstances qui ont fait que faire face à la question nazie puis à la question stalinienne, a créé des liens tout à fait particuliers entre l'Amérique et l'Europe, qui n'existaient pas avant. C'étaient des liens plus diffus, plus lointains, sympathiques, de cousinage, dans un bain de valeurs communes, mais sans que cela ait des conséquences pratiques considérables. Je pense que l'on vit encore sur cette lancée, en fait, très très longtemps après. D'ailleurs l'existence de l'alliance atlantique ne se justifie que comme cela. Je pense que l'on ne connaîtra absolument pas des circonstances du même type, de même qu'on ne verra pas se reproduire, c'est à peu près sûr, ce que vous rappeliez sur l'époque où Paris était la capitale de la littérature ou des arts, donc le Paris des années 20 par exemple. Ce sont des circonstances particulières, liées à un moment de l'Histoire. Si on regarde la suite, on ne peut pas extrapoler. Je ne pense pas qu'on puisse retrouver quoi que ce soit, et on ne peut pas extrapoler. Je n'imagine pas, en ce qui concerne les Etats-Unis, qu'on se retrouve avec cette après-guerre que M.

Kaspi a rappelée utilement, parce qu'en général il y a une sorte de conte de fées sur la construction européenne qui est très répandu à notre époque, qui escamote complètement les années d'après la guerre. Qu'est-ce qu'ont fait les Américains, pour des raisons d'intérêt et de générosité et de sens stratégique mélangées, c'est tout simplement les prémices de la construction européenne : les pères fondateurs, c'est eux, c'est Staline et eux, les pères fondateurs de la construction européenne. Je ne vois pas du tout se reproduire une situation de ce type.

Nous sommes tous dans un monde global. C'est fatigant à force d'être banal, mais cela n'est vrai que maintenant, parce que cela n'est perçu par tout le monde qu'à travers la première méga-crise globale, qui se répercute dans le monde entier, sauf dans quelques pays du monde qui étaient repliés sur eux-mêmes, protégés relativement, momentanément, par leur archaïsme ou par leur absence d'intégration financière. On est dans ce système global, et je ne vois pas les mécanismes qui recréeraient pour les décennies à venir le type de relations Europe États-Unis que vous avez déclinées sur toute une série de plans, avec cette admiration naïve, les missions, on va aller s'instruire : il y a un côté un peu alphabétisation dans ce que vous avez décrit. Cela ne se reproduira pas comme ça, il n'y a pas de raison que cela se reproduise comme ça. Dans le livre extraordinaire de Scowcroft et Brzezinski... Le livre de dialogues récent qui s'appelle « L'Amérique face au monde », que je trouve très intéressant pas uniquement parce qu'il réduit en miettes la politique de Bush, ce qui est mon avis, mais aussi parce qu'il se projette beaucoup dans l'avenir sur toute une série de points... Ils reviennent souvent sur la remarque suivante : c'est la première fois dans l'Histoire de l'humanité que l'ensemble du monde est politiquement actif. C'est absolument sans précédent, parce que si vous remontez à quelques siècles avant, les différentes parties du monde vivent dans des mondes séparés. On peut toujours dire que la Chine était déjà la première puissance démographique, mais elle vivait sur une autre planète que nous et réciproquement : il n'y avait pas d'interaction, il n'y avait pas de liens, à part les choses lilliputiennes de la route de la soie, mais cela ne compte pas, c'étaient des mondes séparés. Le monde a été globalisé par la première mondialisation ibérique, et après il y a les siècles de colonisation. C'est la période pendant laquelle l'Europe colonise, évangélise, conquiert le monde, le domine. Cela va du XVI^e siècle, avec plusieurs vagues différentes, et avant 14, c'est une situation globalisée par la mondialisation britannique, en fait, presque aussi forte que celle-ci. Après il y a le siècle, il y a la première guerre, l'entre-deux-guerres, la deuxième guerre mondiale. Puis après il y a, non pas un siècle, mais il y a la longue période de domination américaine. Donc on ne peut pas remonter dans le passé à une autre époque où le monde était global à ce point : il y en a pas, en fait. C'étaient des vies séparées, à cause de l'absence de transports, l'absence de communication etc. Donc c'est sans précédent.

On le voit très bien à propos de l'effort qui est fait pour tenter de reconstruire des règles pour gérer l'économie, pour réintroduire un minimum de bon sens, de prudence et de responsabilité dans ce qui était devenu une sorte de monstrueux casino global. C'est le G20 : 20. Alors que dans le passé récent, qui est-ce qui a conclu la deuxième Guerre mondiale ? Il y a Staline, Roosevelt, Churchill. Sans partage du monde à Yalta d'ailleurs, contrairement à ce qu'on raconte, mais c'est une parenthèse. Qui est-ce qui a conclu les grands principes d'organisation économique par exemple à Bretton Woods, c'est les Américains et un peu les Anglais, mais ce sont les Américains qui ont tranché contre les Britanniques. En fait, ce sont deux puissances. Les trois personnes clés de la conclusion de 14-18 : Lloyd George, Wilson et Clémenceau. Même si on va au congrès de Vienne, il y a six ou sept souverains qui comptent, au maximum. Dans ce monde-là, dans ce G20, on ne sait pas dans quel sens cela va partir en fait. Et moi je ne crois pas du tout au maintien facile, automatique d'une relation Europe États-Unis, France États-Unis : ce n'est pas acquis, cela ne va pas de soi, il n'y a pas de raison particulière. Certes, c'est le même monde, avec les mêmes références culturelles, philosophiques, politiques, démocratiques etc. Mais par exemple, du point de vue d'Obama aujourd'hui... J'attends plus d'Obama que ce que vous avez dit, je suis avec vous pour réduire l'espèce d'extase européenne. Mais je pense que l'extase a été comblée le jour de son élection : les Européens ont été dans un tel ravissement qu'ils n'attendent rien de précis après. Ils ne seront pas déçus s'ils n'attendent rien de précis. *(Rires de la salle)*.

En tout cas, la question est de savoir comment va s'organiser cette relation. Sans se placer du point de vue des États-Unis, je ne pense pas qu'il y ait des réunions qui soient la symétrie de celle-ci. Parce que ce n'est pas le sujet. L'Europe n'est même pas un sujet. Pour les États-Unis actuels, il n'y a pas de menace sur l'Europe. Si la Chine voulait annexer l'Europe au sens classique, les États-Unis diraient, pas question, c'est trop dangereux pour nous, ils feraient quelque chose. Si les islamistes militants voulaient dominer l'ensemble de l'Europe, même chose, il y aurait une réaction américaine. Aujourd'hui, il n'y a pas de menace particulière sur l'Europe, l'Europe n'est pas un problème en soi, les Européens n'ont pas de solution aux problèmes des Américains, donc il n'y a aucune raison qu'on soit une priorité en quoi que ce soit. On n'en est pas une. Ça n'a pas une importance extrême. Les Américains ont dix sujets plus importants, plus urgents. Évidemment la crise puisque Obama, (Sa supériorité personnelle et intellectuelle est éclatante sur son concurrent néanmoins parfaitement honorable) a été élu pour essayer d'enrayer la crise, problème n°1. Cela conduit les Américains à privilégier la question de la Chine, parce que, la nécessité d'avoir, en face des exportateurs, des marchés ouverts, cela concerne plutôt les pays émergents. C'est une priorité pour Obama.

Il a deux, trois, quatre, cinq, six conflits, à mon avis, tous aggravés par la politique Bush, mais en tout cas ils sont là. Est-ce qu'il doit les traiter ensemble, séparément ? Je parle du Proche-Orient, Irak, Iran, Afghanistan, Pakistan etc.... Ce sont tous des sujets urgents et sérieux. Plus les projets économiques et

sociaux internes, indépendamment de la relance de la machine économique. Plus la discussion sur la régulation, le G20 dont j'ai parlé. Donc dans ce panorama-là, il n'y a rien qui amène les Américains à s'intéresser de façon spécifique, particulière, à l'Europe ou à la France, sauf qu'ils se disent que les Européens sont là, ce sont nos alliés, c'est un peu des cousins, quoi... Et avec l'évolution de la politique française, on fait partie des alliés de toute façon automatiques et disponibles. Donc l'intérêt va se traduire par : on a besoin de vous, par exemple en Afghanistan. Mais c'est tout. Il ne faut pas du tout penser qu'il y ait la symétrie de cette démarche. C'est un peu dommage d'avoir à dire cela, mais je pense que c'est plus vrai que de prétendre l'inverse.

Cela ne veut pas dire que les liens de toutes sortes ne vont pas continuer, mais c'est dans un univers incroyablement plus vaste qu'avant, puisque chacun des éléments, chacun des pôles, chacun des pays de la mondialisation a en fait, le choix d'un très grand nombre de partenaires. Donc, pour l'Europe, cela peut être les Etats-Unis, naturellement, mais il y a aussi beaucoup d'Européens qui pensent qu'il faudrait avoir une politique russe plus intelligente, et puis la politique méditerranéenne, qui est très compliquée à concrétiser, mais c'est une idée qui revient souvent, et puis il a la Chine, il y a l'Inde... Chacun des éléments de la mondialisation a cette ouverture. Il n'y a pas que les Etats-Unis, première puissance mondiale, naturellement, et encore pour très longtemps : on ne voit pas qui les supplanterait, même la Chine. Ils ont cette ouverture. Les Européens aussi. Donc on va être dans un jeu beaucoup moins évident, beaucoup moins bilatéral. Cela donne une impression sympathique, là, votre réunion, France-Amériques... Ça donne l'impression qu'il y a des tas de souvenirs émouvants à raconter, des tas d'anecdotes, des noms à citer... C'est formidable, quand on entend Paris, capitale des arts, de la culture et de la littérature... Je ne crois pas qu'il y ait de capitale où que ce soit, d'ailleurs en fait, aujourd'hui. Ce n'est même pas : à la place de Paris, c'est New York. Le mot de multipolaire, cela veut dire précisément qu'il n'y a pas de monopole, il n'y a plus de monopole. Que les Occidentaux, qui ont le monopole pendant quatre ou cinq siècles, ne l'ont plus. Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas la puissance. Puissance, richesse, attractivité, mais monopole, non. Tout se négocie durement avec l'ensemble des autres, c'est ce que j'ai voulu dire en rappelant l'existence du G20. Vous pouvez prendre n'importe quel domaine d'activité, de l'esprit ou économique ou autre, il y a une sorte de relativisation du leadership occidental qui est à l'oeuvre. Il y a quelques domaines qui y échappent, par exemple, pour les milliardaires japonais ou chinois, le luxe et la mode, ça ne peut-être que français ou italien. Mais un jour ou l'autre, les Chinois diront : après tout, nous on a 5000 ans, on est aussi capable de fixer dans la tête des gens la hiérarchie de ce qui est beau ou pas. De même, les Occidentaux croyaient avoir conquis le monopole de ce qui était bien ou mal, méchant ou gentil, fréquentable ou voyou : c'est perdu en fait. Cela se négocie. Tout est relativisé. Donc il faut concevoir la relation France Amérique du Nord, France Amérique du Sud, dans un univers beaucoup plus mobile, beaucoup plus fluide, beaucoup plus instable : c'est plus compliqué.

Du point de vue de l'Amérique latine, d'ailleurs je ne sais pas si on peut dire l'Amérique latine, globalement, il faut toujours se méfier de ces commodités géographiques, parce qu'en fait ce sont des pays différents. Il y a peut-être des éléments communs de sensibilité, par exemple par rapport aux Etats-Unis, où ils sont à la fois horripilés par les Américains, mais ils ne peuvent pas se passer d'eux, en même temps les Américains sont utiles, c'est tout un mélange. Il y a peut-être une vision brésilienne, peut-être une vision argentine, peut-être une vision du cône sud, peut-être une vision des états andins... Il y a une série de choses à décomposer. Même chose du point de vue de ces différents pays d'Amérique latine, ils ont un jeu très ouvert. Ils doivent avoir évidemment une relation avec les Etats-Unis, parce que c'est la question centrale pour le monde entier : c'est comme une roue de bicyclette, tout le monde gère les rayons, et le centre, c'est le système américain, donc c'est la première question à traiter. Mais après, les pays d'Amérique latine ont le choix de jouer plus ou moins une carte européenne, ou de tel pays européen par rapport à tel autre. Et puis il y a les Chinois qui achètent ceci ou cela, avec les répercussions économiques, comme on l'a vu par exemple sur le cuivre au Chili, je prends un exemple sur 50. Il y a les relations avec l'Afrique : il y a par exemple ce que Lula essaie de développer en utilisant dans les deux sens des diasporas libanaises qui donnent une puissance brésilienne dans l'Afrique de l'Ouest, ou au Proche-Orient, ou autre... C'est sans fin, ce jeu. C'est un jeu très ouvert, et je le répète, sans précédent.

Donc, si l'on veut qu'il y ait une relation particulière qui survive, au-delà des commémorations, au-delà du souvenir, des moments de rencontre historiques du XXe siècle qui va s'éloigner de plus en plus vite, il faut qu'on ait une approche commune des problèmes de demain. C'est la seule façon. Donc si les Américains de demain, d'aujourd'hui, Obama et après, si les Européens d'aujourd'hui, arrivent à se mettre d'accord, si on a une approche commune de ce qu'il faut faire par rapport aux grands problèmes du monde, on verra des convergences nouvelles se reconstruire. Et à ce moment-là, on pourra à l'appui de cette démarche rappeler les grands moments de convergence du passé. Si ce n'est pas le cas, le côté commémoratif va s'épuiser, tourner en rond, et tourner dans le vide. En revanche, si les Européens ont une idée à peu près cohérente et convergente sur ce qu'il faut faire avec la Russie par exemple... La Russie, pas demain matin, pas au printemps, mais pendant 10-15 ans... S'ils arrivent à se mettre d'accord, France Allemagne Grande-Bretagne, à ce moment-là ils peuvent parler utilement avec les Américains. Et il peut y avoir une discussion très utile, surtout que c'est un moment de changement d'administration, et un moment de relative disponibilité, alors qu'en général le système américain a tendance à considérer, démocrate comme républicain d'ailleurs, que les alliés sont là pour approuver, point. Ils sont là pour être alignés, et si ils ne sont pas alignés, c'est pathologique, et s'ils se rallient finalement, on trouve ça normal, donc ça n'entraîne aucune contrepartie, donc la relation est compliquée à gérer, de notre point de vue. Sauf qu'il y a des moments d'ouverture plus grande, et je pense

qu'il y en a un en ce moment, à partir du moment où pendant quelques semaines ou quelques mois, le président Obama n'a pas encore arbitré sur chacun des points, comme il est pragmatique et non pas dogmatique, il n'est pas arrivé avec un dogme fermé. Il y a donc une période de quelques mois, une sorte de moment Obama, que les Européens devraient essayer de saisir. Mais cela suppose, je le répète, non pas d'invoquer nos liens anciens... Est-ce qu'ils sont plus forts que les liens avec l'Asie ? Il y a une dimension asiatique de l'Amérique, le côté pays monde, qui fait qu'il est ouvert sur tout. Donc si on dit voilà notre idée sur la politique russe, nos idées sur la politique chinoise, notre idée sur la façon de négocier avec l'Iran... Non pas en montrant ridiculement une peur de la négociation avec l'Iran, mais en disant : voilà comment il faut s'y prendre, on les connaît, ils sont compliqués, on a des choses à dire, on a du savoir-faire à transmettre... Je ne vais pas énumérer le monde entier, mais ça peut être aussi des choses comme la régulation. Quelles sont les règles qu'il faut réintroduire dans le capitalisme mondial pour que le côté irresponsable soit corrigé par des règles de bon sens, que n'importe quel banquier lombard du XIIIe siècle connaissait déjà, et qui ont été pulvérisées méthodiquement au cours des 20 ou 30 dernières années, pas par hasard, mais par des décisions politiques délibérées de dérégulation ? Est-ce qu'il y a un accord qui peut se faire autour de ça ? Est-ce que les Européens peuvent avoir une vision commune ? Là, ils deviennent automatiquement un partenaire très intéressant pour les Américains. Et du point de vue des Américains, même dans les autres domaines, intellectuel, littéraire, touristique... Les Américains en général se diront : dans cette affaire de mondialisation qui est compliquée, on ne peut rien faire sans le pôle européen, on a besoin du pôle européen. Si l'Europe est un pôle : si l'Europe n'arrive pas à se penser comme un pôle, si les Européens n'arrivent pas à se penser comme étant en train de constituer une puissance, ils sont simplement la succursale du système. Donc ils sont une sorte de sous partie du système américain. Et si le président américain est excellent, tant mieux, s'il n'est pas bon, tant pis, on n'y peut rien : on est dans une station de passivité et de dépendance. C'est évidemment l'inverse qu'il faut jouer. Cela ne se produira qu'en se projetant dans l'avenir.

La question écologique par exemple, est un sujet très intéressant. Là, il y a un changement radical de l'administration Obama, en tout cas quand on regarde les nominations initiales. C'est beaucoup plus radical que sur la politique étrangère, par exemple. Mais sur l'écologie, les rapports à la science, sur des choses de ce type, Obama a vraiment nommé des gens qui se sont fait remarquer ces dernières années par une critique militante des positions de l'administration Bush. C'était d'ailleurs préparé par une évolution très importante de beaucoup d'Etats, de villes, d'entreprises etc.... L'Amérique de Bush, que les Européens s'étaient habitués à regarder en ricanant, en disant ils sont obscurantistes, ils sont nuls, elle va les rattraper très vite, parce qu'elle a un potentiel scientifique et technologique, c'est normal, c'est la puissance hégémonique, donc la puissance va à la puissance. En tout cas elle peut faire un

retour très rapide, et les Européens peuvent être doublés sur un terrain qui leur paraissait être le leur, avec une supériorité écologico-morale. Il faut se préparer à cela. Il y a des discussions sur le climat, sur les questions chimiques, sur les grandes pénuries, il y a des discussions à préparer... C'est sentimentalement réchauffant bien sûr, mais les situations sont tellement différentes, les situations dans lesquelles sont placés les dirigeants, objectivement, sont tellement différentes, que l'on ne peut pas se raccrocher à tout cela. On ne peut même pas exclure que des Américains et des Européens apportent des réponses différentes sur les grandes questions du monde, sur ce qu'il faut faire par rapport au monde extérieur. Une grande question qui parcourt la politique étrangère depuis toujours est de savoir si l'Amérique doit traiter avec le monde extérieur, ou changer le monde extérieur. Il y a toujours un peu des deux, mais l'équilibre peut changer. Il n'est pas donné d'avance que les Américains et les Européens donnent la même réponse à cette question, au même moment, dans les mêmes proportions. Je ne suis pas sûr que les Européens arrivent eux-mêmes à faire la synthèse préalable. Ils sont surchargés de trop de mythes, ils ont une vision du monde qui ne correspond pas à cette approche. J'ai beaucoup d'interrogations, je ne suis pas tellement sûr de la suite, je ne suis pas absolument rassuré. Je n'écarte pas du tout l'hypothèse que l'on soit spectateur de tout cela. Je déteste cette idée, tout ce que je dis, c'est contre cette idée, bien sûr. Je pense que pour entrer dans le jeu, il faut avoir une grande intelligence, une grande compréhension de ce qu'est l'Amérique, sans naïveté, sans simplisme dans un sens ni dans un autre. Nous n'avons pas assez de professeurs Kaspi en France, je ne veux pas vous faire de la concurrence injuste, mais je pense que le degré de compréhension est faible. Dans l'autre sens, c'est une ignorance massive, mais cela est moins gênant pour les Américains que pour nous. Dans la situation où nous sommes, on est obligé d'être plus malin, et de mieux comprendre le système américain. Voilà ce que je souhaite donc dans la relation France États-Unis, Europe États-Unis.

Sur la question de l'Amérique latine, je pense que cela passe par l'élaboration d'une politique latino-américaine des Européens, je n'ose pas dire l'Europe parce qu'on ne sait jamais de quoi on parle quand on dit l'Europe : on ne sait pas si c'est le Conseil, la Commission, le parlement, les peuples, les gouvernements, c'est compliqué. Mais je pense qu'il y a quelque pays clés, dont évidemment l'Espagne et le Portugal, mais pas seulement eux, deux ou trois autres. La Commission devrait concevoir une politique latino-américaine qui tienne compte de ce qu'il y a de global dans la démarche, qui n'est pas énorme. Qui tienne compte des spécificités, et qui donne aux latino-américains qui le souhaitent, non pas une option de remplacement, parce qu'ils ne vont jamais chercher une option de remplacement européenne, mais qu'au moins dans les trois ou quatre politiques intéressantes et importantes que les latino-américains vont utiliser, à côté de la politique américaine, à côté des partenaires asiatiques, il y ait un partenariat européen conséquent. Je parle politique, parce que la littérature, c'est trop mystérieux pour qu'on explique comment on recrée des talents tels que cela crée les mécanismes que vous avez décrits. Je ne sais pas,

c'est trop magique. Donc, je me remets à parler géopolitique. Vous voyez que dans tous les cas, je reviens non pas à ce que les Américains vont penser de nous ou pas, il ne faut pas être dans cette situation d'attente infantile par rapport à cela, mais je reviens, sur les États-Unis comme sur l'Amérique latine, à l'interrogation sur les Européens eux-mêmes. Est-ce qu'ils sont capables de s'organiser ? Non pas pour donner tous les pouvoirs à la Commission, c'est ridicule. Est-ce qu'ils sont capables de s'organiser entre eux, les grands États européens, pour avoir cette approche et cette politique, pour se constituer en partenaires, s'imposer comme partenaire, sans attendre qu'un nouveau et génial général Marshall le fasse à notre place ? Nous n'avons pas l'équivalent, il faut le faire tout seul. Voilà en résumé. Vous voyez, ce n'est pas une conclusion, car cela n'a peut-être aucun rapport avec ce qui s'est dit avant, c'est une réflexion que j'ajoute à vos réflexions.

- Patrick Faure : Mes chers amis, merci, Monsieur le Ministre, merci, merci à tous nos orateurs d'aujourd'hui. Bonne soirée à tous, et merci d'être venus.